



PREFET DE L'ARIEGE

Direction départementale
des territoires

**Arrêté préfectoral
portant prescriptions spécifiques à déclaration au
titre de l'article L.214-3
du code de l'environnement**

**pour la stabilisation d'un talus par enrochement
sur le ruisseau de Jeanne
classé en liste 2 écrevisses**

Commune de Contrazy

Le préfet de l'Ariège
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement;

VU le dossier déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçu le 14/01/2015, présenté par **la communauté de communes du Volvestre Ariégeois**, enregistré sous le n° **09-2015-00018** et relatif aux travaux de **la stabilisation d'un talus par enrochement sur le ruisseau de Jeanne classé en liste 2 écrevisses** ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques du projet,
- rubriques de la nomenclature concernées,
- document d'incidences,
- moyens de surveillance et d'intervention,
- éléments graphiques ;

VU l'avis du déclarant concernant les prescriptions spécifiques sollicitées ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-48 du 5 août 2013 donnant délégation de signature à monsieur Frédéric Novellas, directeur départemental des territoires de l'Ariège ;

VU la décision DDT 2014-079 du 1er décembre 2014 donnant subdélégation de signature à Jacques Butel, chef du service environnement-risques.

Etant donné que le pétitionnaire n'a émis d'avis sur le projet d'arrêté ;

CONSIDERANT que les travaux de stabilisation d'un talus par enrochement en berge du ruisseau de Jeanne ainsi que son mode opératoire est susceptible de détruire l'espèce protégée « écrevisse à pattes blanche » ainsi que son habitat ;

ARRETE

OBJET DE LA DECLARATION

Objet de la déclaration

Il est donné acte à la **communauté de communes du Volvestre Ariégeois**, de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

la stabilisation d'un talus en enrochement en berge du ruisseau de Jeanne

et situé sur la commune de Conzrazy.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R214-1 du code de l'Environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	<i>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens :</i> <i>1o Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A) ;</i> <i>2o Dans les autres cas (D).</i>	Déclaration	Arrêté du 30/09/2014

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 1 : Prescriptions spécifiques

Le déclarant devra respecter les prescriptions spécifiques définies ci-après concernant la remise en état des berges et du lit du ruisseau :

- 1. les travaux devront être réalisés dans la période comprise entre juin et octobre inclus, plus précisément durant la période où l'écrevisse est active ;**
- 2. Dans les 15 jours précédant les travaux le maître d'ouvrage ou un organisme mandaté devra vérifier la présence effective ou pas de l'écrevisse au droit des travaux ;**
- 3. si la présence de l'écrevisse est avérée, une pêche de sauvegarde devra être réalisée.**

Article 2 : Modification des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté. Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut rejet.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 3 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenus du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être portée, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 4 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 6 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de **Contraazy**, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Ariège pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 7 : Voies et délais de recours

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Le délai de recours est de deux (2) mois pour le permissionnaire et de un (1) an pour les tiers. Ce délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Si l'installation n'a pas été mise en service dans les six (6) mois suivant la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir pendant les six (6) mois qui suivent cette mise en service.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de quatre mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.214-36 du code de l'environnement.

Article 8 : Exécution

Le maire de la commune de Contraazy,

Le directeur départemental des territoires de l'Ariège,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée.

A Foix, le 12 mars 2015

Pour le préfet et par délégation

Pour le directeur départemental des territoires et par délégation

Le chef du service environnement-risques

signé

Jacques BUTEL